

Appel à ôter la gestion des écoles primaires aux collectivités locales

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4583 - Dimanche 23 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou/Au nombre de 23

Les auteurs de vandalisme au stade du 1^{er} Novembre arrêtés

Page 24

Autoroute Est-Ouest

Le péage «entrera en vigueur dès l'achèvement des installations»

Page 3

Pour les Européens, tout sauf un Brexit à l'amiable

Par Mohamed Habili

La réunion informelle de Salzbourg des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne a-t-elle été organisée autrement que pour y attirer Theresa May et lui faire passer un mauvais quart d'heure ? Celle-ci n'est pas allée jusqu'à l'affirmer dans la déclaration solennelle qu'elle a faite à son retour à Londres, mais elle a tout de même assez fait comprendre à ses compatriotes que les dirigeants européens n'ont montré à cette occasion ni à elle, ni par conséquent à eux, tout le respect qu'elle-même a tenu à faire preuve à leur égard. Tout semble s'être passé comme si la réunion n'avait qu'un seul véritable ordre du jour : faire bloc contre la Première ministre britannique, rejeter globalement et dans le détail ses propositions pour le Brexit, et de la sorte l'affaiblir davantage au sein de son propre parti, où elle est contestée pour ce même plan de sortie de l'Union européenne. Entre ceux des conservateurs partisans d'une rupture sans concessions avec l'Europe, dont la figure de proue est Boris Johnson, l'ex-chef de la diplomatie, et ceux qui comme Theresa May entendent sauver l'essentiel des relations économiques actuelles avec l'Europe, quelqu'un de naïf penserait que les dirigeants européens auraient intérêt à avoir plus de sympathie pour ceux-ci que pour ceux-là. C'est qu'il ne tiendrait pas compte de ce qui à leurs yeux est le plus important. Pour eux il ne devrait surtout pas y avoir de Brexit heureux.

Suite en page 3

Mourad Preure à propos de la conférence d'aujourd'hui à Alger

«La réunion Opep-non Opep aura pour mission d'aller vers le concret»



La réunion d'Alger répond au vœu de l'Opep de voir le marché retrouver un équilibre, considérant la robustesse relative de la demande et des risques de rupture d'approvisionnement attendus particulièrement du fait de la disparition des exportations iraniennes. Lire page 2

Modernisation de l'axe routier Chiffa-Médéa

Le projet livré au plus tard début janvier

Page 2

Salon international du livre d'Alger

Plusieurs œuvres romanesques attendues

Page 13

Mourad Preure à propos de la conférence d'aujourd'hui à Alger

«La réunion Opep-non Opep aura pour mission d'aller vers le concret»

■ La réunion d'Alger répond au vœu de l'Opep de voir le marché retrouver un équilibre, considérant la robustesse relative de la demande et des risques de rupture d'approvisionnement attendus particulièrement du fait de la disparition des exportations iraniennes.

Par Meriem Benchaouia

La 10^e réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep-non Opep (JMMC), prévue aujourd'hui à Alger, a pour objectif, selon l'expert pétrolier international et président du Cabinet Energy, Mourad Preure, l'examen de la mise en œuvre de l'accord issu de la réunion de Vienne en juin dernier. En principe, elle ne dépassera pas ce cadre. Pour rappel, l'accord de Vienne entre producteurs Opep et non-Opep, à leur tête la Russie, a décidé d'une augmentation de la production de pays membres de l'accord pour compenser le déficit d'offre qui serait occasionné par la baisse de production de l'Iran, due à l'embargo, du Venezuela en crise, et de la Libye soumise à de violents risques géopolitiques. Des ministres de pays producteurs ont évoqué une augmentation entre 500 000 b/j et 1 million de barils/jour (mbj). Mais aucune augmentation de la production n'a été actée dans cet accord. La conférence d'Alger aura pour mission d'aller plus vers le concret, en considérant la hausse de la demande, estimée par l'Opep à 1,65 mbj cette année, et le rééquilibrage du marché qui se confirme. L'entrée en vigueur le 4 novembre de l'embargo contre l'Iran laisse dès lors présager une contrainte d'offre qui peut emballer les prix et déséquilibrer le marché. La réunion d'Alger répond au vœu de l'Opep de voir le marché retrouver un équilibre, considérant la robustesse relative de la demande et des risques de rupture d'approvisionnement attendus particulièrement du fait de la disparition des exportations iraniennes. Cependant, force est d'observer que le marché a beaucoup plus réagi à la baisse des stocks américains qu'à la perspective de la conférence d'Alger. Les prix testent le seuil des 80 dollars le baril considéré déjà par l'Arabie saoudite comme un optimum. La présen-



ce de l'Iran à cette réunion sera source de tensions assurément sans que cela n'altère significativement, à mon avis, les consensus en vigueur. La tentation de relever de manière explicite le plafond de production existe forcément, mais le réalisme devrait prévaloir car les pays producteurs n'ont pas encore surmonté les effets néfastes sur leurs économies de la guerre des prix menée par l'Opep, à l'instigation de l'Arabie saoudite, et de la dépression qu'elle avait occasionnée dans le marché pétrolier. Dans ce contexte, la réunion d'Alger devrait s'attacher à trouver les mécanismes pour stabiliser le marché, considérant les facteurs de crises iranien et vénézuélien ainsi que libyens anticipés. Il n'est pas exclu qu'en fonction des prévisions d'évolution des fondamentaux (offre, demande et stocks) qui seraient faites par les acteurs participant à la réunion, particu-

lièrement l'Arabie saoudite et la Russie, les estimations d'augmentation de la production peuvent sensiblement diverger et induire de vives discussions. Cependant, il paraît certain que le Consensus d'Alger autour d'une ligne de défense des prix me semble encore d'actualité et en mesure d'influer durablement sur le marché, cela même s'il nécessitera encore des ajustements en fonction des réalités du marché et des jeux d'acteurs. S'agissant des perspectives du marché pétrolier à moyen terme, l'expert a expliqué que la demande pétrolière s'inscrit dans une trajectoire de croissance de 1,4 mbj par an. En 2018, elle aura crû de 1,65 mbj, comme évoqué plus haut. Le marché s'inscrit dans une dynamique d'équilibre qui m'apparaît durable. La production de pétrole de schiste américain avait, en 2014, pris à l'Opep son rôle de swing producer, ajustant l'offre et déterminant

les prix. Cependant, elle a, depuis, perdu de sa flexibilité, cela alors que les gains de coûts de production, dus au progrès technique et à la pression sur les sociétés de service, et qui ont été de 35%, tendent à s'essouffir. On estime d'ailleurs que seulement 33% de ces gains de coûts sont irréversibles. Faut-il aussi souligner que les Etats-Unis ne représentent que seulement 3% des réserves mondiales contre 90% pour les pays Opep et non-Opep membres du Consensus d'Alger qui représentent aussi 50% de la production mondiale. Ajoutons à cela que depuis le choc baissier de 2014, l'investissement pétrolier a baissé de 1 000 milliards de dollars. Les prix pétroliers sont portés sur le long terme par une tendance haussière qui est fondée sur une anticipation d'épuisement des réserves alors que la demande augmente exponentiellement, portée à 80% par les pays émer-

gents. Cette tendance lourde a été contrée (et peut encore l'être épisodiquement) par des tendances et facteurs de court terme, jeu des fondamentaux, crise économique etc... Ce conflit de tendance, propre au marché pétrolier, amplifié par la spéculation et les risques géopolitiques, explique la volatilité, la forte incertitude ainsi que les difficultés de la prévision à court terme. L'année 2019 devrait voir la poursuite du rééquilibrage du marché avec une orientation à la hausse des prix. Ce sera, cependant, une année de fortes incertitudes qui influeraient sur le marché nécessairement. Le président Trump envoient des signaux contradictoires au marché, en même temps l'embargo contre l'Iran est un signal haussier fort, dans le même temps la guerre commerciale engagée avec la Chine et les frictions sur le plan commercial avec les alliés traditionnels que sont l'UE et le Canada, portant de forts risques récessionnistes, envoient un signal baissier qui pourrait être très actif si les relations ne reprennent pas leur cours normal. L'ouverture de discussions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine a ainsi été favorablement accueillie par le marché. Sur le moyen-long terme, la situation du marché risque fort d'être tendue, vu l'augmentation attendue de la demande, en moyenne de 1,4 mbj l'an et le déficit d'offre qu'occasionnera la baisse des investissements induite par la baisse des prix. Des corrections violentes sont à attendre à la prochaine décennie. Un choc haussier est fortement probable entre 2020 et 2025. Les gisements en activité vieillissent et nécessiteront de plus en plus de technologie et d'investissement. Ils déclinent, selon les estimations, de 5 à 7% chaque année. Les découvertes sont de plus en plus rares, petites, coûteuses et difficiles à produire.

M. B./APS

Modernisation de l'axe routier Chiffa-Médéa

Le projet livré au plus tard début janvier

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane a déclaré, samedi à Médéa, que le projet de modernisation de l'axe routier Chiffa-Médéa sera livré, au plus tard, début janvier prochain, à l'exception du tronçon El-Hamdania-Médéa qui devrait être réceptionné au courant du 1^{er} trimestre 2019. «Toutes les dispositions ont été prises pour que l'ensemble des sections d'autoroute situées sur l'axe El-Hamdania-

Médéa, d'un linéaire de 14 km, puissent être livrées dans les délais impartis et des instructions fermes ont été données aux entreprises en charge de ce tronçon pour achever leurs lots de travaux respectifs à l'échéance fixée», a indiqué le ministre lors de l'inspection de plusieurs chantiers du projet de modernisation de l'axe Chiffa-Médéa. Plusieurs tronçons qui font la jonction entre la Chiffa et Médéa, y compris les deux tunnels, seront fin prêts à l'utilisa-

tion en janvier prochain, a ajouté le ministre, précisant toutefois, que «l'ouverture de la section d'autoroute qui relie la localité d'El-Hamdania à Médéa, sera différée de quelques semaines, en raison du retard enregistré dans la réalisation des ouvrages d'art qui longent cette section». Une séance de travail regroupant les différents intervenants sur ce chantier a eu lieu, en marge de cette visite d'inspection, pour tenter de trouver des solutions

aux problèmes à l'origine de ce retard. Interrogé sur l'éventualité de confier les projets d'ouvrage d'art en souffrance à l'entreprise chinoise en charge de ce projet, M.Zaalane a estimé qu'il serait préjudiciable au projet d'entamer des procédures de résiliation et de réaffectation des travaux à une autre entreprise, alors que le projet, en lui-même, touche à sa fin, a-t-il souligné. M. Zaalane a annoncé, d'autre part, que des subventions financières ont été

débloquées pour la mise à niveau de plusieurs tronçons routiers desservant le Grand Sud algérien, notamment les tronçons qui font la jonction entre In-Salah jusqu'à la limite de la wilaya de Tamanrasset. Il a indiqué qu'une première tranche de 250 km a été retenue dans le cadre de cette mise à niveau et 80 km supplémentaires devraient également bénéficier de travaux de réhabilitation.

Younès H.

Le Satef devant le retard des cantines scolaires

Appel à ôter la gestion des écoles primaires aux collectivités locales

■ Malgré les assurances données la veille de la rentrée scolaire, aussi bien par les services de l'Éducation que par ceux des collectivités locales, 60% des cantines scolaires ne sont toujours pas ouvertes, indique le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef) qui appelle à ce que les écoles primaires ne soient plus gérées par les collectivités locales.

Par Thinhinene Khouchi

Dans la majorité des écoles primaires, les cantines scolaires demeurent encore fermées. Ce problème ne date pas d'hier car, chaque année, les cantines scolaires du secteur public n'ouvrent leurs portes aux écoliers que plusieurs jours, voire des semaines, après la rentrée scolaire. Contrairement aux assurances données la veille de la rentrée scolaire, aussi bien par les services de l'éducation que par ceux des collectivités locales concernant l'ouverture des cantines scolaires qui doit se faire simultanément avec la rentrée des classes, sur le terrain, les choses marchent au ralenti. Puisque selon les déclarations des parents d'élèves et des syndicats autonomes, les cantines sont fermées dans de nombreuses écoles primaires à Alger et dans plusieurs wilayas du pays. Selon Boualem Amourra, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), 60% des cantines ne sont pas encore ouvertes. Il explique que le problème des retards de l'ouverture des cantines resurgit



P.V.D.R.

chaque année depuis que les collectivités locales ont pris en charge la gestion des établissements primaires. Par manque de planification, dit-il, les soumissions se font toujours en retard. Le syndicaliste appelle alors à ce que les écoles primaires ne soient plus gérées par les collectivités locales. Le manque d'effectif aussi, ajoute-t-il, fait que les cantines ne trouvent pas de per-

sonnel ainsi que l'équipement nécessaire dans les cantines (tables, chaises, assiettes, fourchettes, couteaux...). A ce propos, pour rappel, Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, avait annoncé, en août dernier, un programme spécial au profit des écoles primaires et des cantines scolaires dans l'ensemble des wilayas du pays. A cet effet, une enveloppe de 26 milliards de

DA a été dégagée pour le fonctionnement des cantines scolaires, calculée sur la base d'un prix variant entre 45 et 55 DA le repas, de même qu'une autre enveloppe a été allouée pour financer la transition énergétique afin de doter des écoles pilotes à travers le pays en équipements fonctionnant à base d'énergie renouvelable. Une autre dotation financière de 15 milliards de DA a été destinée au fonctionnement des écoles primaires (gardiennage et entretien) avec autorisation d'utiliser 50% de cette somme pour l'acquisition de chauffages et climatiseurs et pour les travaux d'étanchéité. Le ministre de l'Intérieur qui a souligné un nombre d'insuffisances portant notamment sur le manque d'employés chargés de l'hygiène dans les écoles, de lignes de transport scolaire et d'équipements des cantines, a révélé qu'un décret exécutif relatif aux délégations de service public, qui sera promulgué prochainement, aura des effets positifs sur ce volet. «Il est temps d'intégrer les petites et moyennes entreprises (PME) spécialisées dans la restauration, le transport scolaire et l'hygiène».

T. K.

Autoroute Est-Ouest

Le péage «entrera en vigueur dès l'achèvement des installations»

Le système de péage au niveau de l'autoroute Est-Ouest «entrera en vigueur, dès l'achèvement des installations et la fixation du tarif de passage», a déclaré samedi à Médéa le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalalme. «Nous attendons l'achèvement de l'installation des cinquante-cinq centres de péage et d'entre-

tiens des routes programmés le long de cette autoroute pour décider de la date de début du système de péage», a indiqué le ministre, en marge de sa visite d'inspection du chantier de modernisation de l'axe «Chiffa-Médéa». Le péage n'est prévu, selon le ministre, qu'au niveau de l'autoroute Est-Ouest où l'infrastructure indispensable à la

mise en place de ce système est en cours de réalisation, a-t-il expliqué. Il a encore ajouté que l'extension de ce système à d'autres réseaux routiers nationaux, dont la route nationale N1, qui relie le Nord du pays aux régions du Sud, n'a pas encore été tranchée.

Y. F.

Un événement inscrit dans la réhabilitation de l'amazighité

Ouverture du colloque international «Syphax»

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si Hachemi Assad, a estimé que le colloque international «Syphax et la rencontre de Siga 206 av. JC», ouvert samedi à Ain Témouchent, s'inscrit dans le cadre du parachèvement du processus de réhabilitation de l'amazighité dans notre pays. Présidant l'ouverture de ce colloque, Si Hachemi Assad a rappelé que cet événement scientifique international intervient dans une conjoncture «favorable marquée par la consécration de Yennayer fête nationale et journée chômée et payée et la promulgation de la loi organique portant création de l'académie algérienne de la langue amazighe». Le même orateur a estimé que «ces importants acquis pour la nation sont la consécration d'un long processus de reconnaissance de l'amazighité grâce à la volonté politique prônée par les décisions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui veille à renforcer les composantes de l'identité nationale dans ses dimensions musulmane, arabe et amazighe, inscrites dans la Constitution amen-

dée de mars 2016». Il a précisé que la HCA «demeure une partie efficace dans le processus de protection et de valorisation du patrimoine historique et archéologique» de notre pays, en organisant des séminaires et colloques similaires autour d'autres figures historiques «dignes d'être honorées» comme la rencontre internationale dédiée au roi Massinissa en septembre 2014 à El Khroub et le séminaire sur le thème de «Jugurtha résistant à Rome» organisé en août 2016 à Annaba. De son côté, le représentant du ministère de l'Éducation nationale, Nedjadi Mekessam, a estimé que cette rencontre permettra de mettre en exergue un pan de l'histoire nationale, concernant particulièrement la wilaya de Ain Témouchent. Il a mis l'accent sur l'importance accordée par le gouvernement et le ministère de l'Éducation pour généraliser l'enseignement de tamazight signalant qu'en 2014, l'enseignement de cette langue a été limité à 11 wilayas et alors qu'en 2018, son enseignement est appliqué dans 44 wilayas et l'opération se poursuit au niveau

national. Le wali de Ain Témouchent, M^{me} Labiba Ouineq, a salué l'importance de ce colloque qui «met en exergue un important volet de l'histoire de l'Algérie en faisant découvrir l'époque du royaume de Massaessyles, le roi Syphax et le traité de Siga». Elle a appelé, à cette occasion, les historiens et académiciens à approfondir la recherche scientifique sur cette période. La cérémonie d'ouverture de ce colloque, organisé par le HCA, a été marquée par l'inauguration d'une exposition traitant de l'époque numide et d'autres phases de l'histoire ancienne et contemporaine du pays, mise sur pied en collaboration avec le Centre national de recherche en archéologie. Une exposition d'ouvrages historiques et littéraires rédigés en tamazight est proposée aux participants et visiteurs par l'association «Numidia» de la wilaya d'Oran. Les travaux de cette rencontre se poursuivront trois jours durant, avec au programme 28 communications que donneront des universitaires et chercheurs nationaux et étrangers, rappelle-t-on.

Tahira G.

LA QUESTION DU JOUR

Pour les Européens, tout sauf un Brexit à l'amiable

Suite de la page une

Tout pays membre de l'Union qui serait tenté de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne devrait abandonner cette idée au vu de ce que celle-ci est en train de subir en ce moment, c'est-à-dire avant même qu'elle ne soit sortie. Un Brexit heureux, et c'est la porte ouverte devant les eurosceptiques, et autres antieuropéens que comptent l'Union. Et c'est à terme la fin du projet européen. On peut donc leur faire confiance pour opposer au gouvernement britannique, à la limite quel qu'il soit, celui de Theresa May ou d'un autre, les arguments les moins acceptables pour lui. Pour l'heure, celui qu'ils suggèrent l'air de ne pas y toucher concerne la frontière entre l'Irlande du Nord, qui comme chacun sait fait partie de la Grande-Bretagne, et l'Irlande, Etat indépendant membre de l'UE. Une sortie de la Grande-Bretagne du marché commun devrait avoir pour premier effet le rétablissement de cette frontière terrestre, la seule d'ailleurs qu'ait le Royaume-Uni. Ce que le gouvernement May cherche par tous les moyens à éviter, aussi bien pour des raisons économiques que politiques, en réalité davantage pour ces dernières. Or que proposent les Européens pour résoudre cette difficulté ? D'un côté que l'Irlande du Nord, qui soit dit en passant a voté majoritairement pour le maintien dans l'UE, reste dans le marché commun, ce qui revient à la séparer de la Grande-Bretagne. Ou sinon le déplacement de cette frontière ailleurs, de préférence en pleine mer, ce qui n'est guère mieux pour les Britanniques, qui le cas échéant verraient leur seule frontière terrestre échapper à leur contrôle. Reste une troisième proposition, que le Premier ministre de Malte a bien voulu dévoiler aux médias, pour le cas où les Britanniques tiendraient trop à leur intégrité territoriale, et qui à l'en croire aurait les faveurs de ses pairs : l'organisation d'un deuxième référendum sur le même sujet que celui d'il y a maintenant plus de deux ans. Ce que Theresa May a catégoriquement rejeté, mais que d'autres personnalités britanniques préconisent. A l'exemple de Tony Blair, qui, il est vrai, n'a plus rien à perdre. Il ne doit pas exister un seul politique britannique pour oser demander à ses concitoyens de corriger un premier vote par un deuxième. M. H.

Mali

Keita investi président de la République pour un second mandat

■ Le président malien, Ibrahim Boubacar Keita, réélu pour un second mandat de 5 ans, a été investi officiellement à la magistrature suprême du pays au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée en présence de chefs d'Etat et de gouvernement, dont le Premier ministre, Ahmed Ouyahia.

Par Selma B.

M Ouyahia, accompagné du ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, représente le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à cette cérémonie d'investiture qui s'est tenue au niveau de l'Avenue du Mali à Bamako, où se dérouleront également les festivités du 22 septembre commémoratives du 58e anniversaire de l'indépendance du Mali. Le président malien, 73 ans, a prêté serment le 4 septembre dernier à Bamako pour un second mandat. Réélu lors du second tour de l'élection présidentielle le 12 août, le président Keita a été installé dans ses fonctions de président de la République du Mali par la Cour suprême. La Cour constitutionnelle l'a proclamé le 20 août vainqueur de la présidentielle avec 67,16% des suffrages au second tour du 12 août, contre 32,84% à son rival, l'ancien ministre des Finances Soumaila Cissé, 68 ans.



Le Président Bouteflika souligne l'«excellence» des relations d'amitié et de bon voisinage entre l'Algérie et le Mali

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de félicitations à son homologue malien, Ibrahim Boubacar Keita, à l'occasion du 58^e anniversaire de la proclamation de la République du Mali, dans lequel il s'est félicité des «excellentes relations d'amitié, de solidarité et de bon voisinage» entre les deux pays. «La célébration, le 22 septembre 2018, du 58^e anniversaire de la proclamation de la République du Mali m'offre l'agréable opportunité de vous adresser, au nom du peuple et du gouvernement algériens ainsi qu'en mon nom personnel, nos plus chaleureuses félicitations et mes vœux les meilleurs de santé et bonheur pour vous-même, et de progrès et de prospérité pour le peuple malien frère», écrit le Président Bouteflika. «Je voudrais saisir cette heureuse occasion pour me féliciter des excellentes relations d'amitié, de solidarité et de bon voisinage qui ont toujours existé entre nos deux pays frères, et vous réitérer ma ferme détermination à raffermir davantage nos relations bilatérales et à poursuivre, avec vous, l'approfondissement de notre concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, au bénéfice mutuel de nos deux peuples frères», indique le chef de l'Etat.

«Il me plaît, également, Monsieur le Président et cher frère, alors que le peuple malien vient de vous renouveler sa confiance pour parachever votre noble mission à la tête du Mali, de vous réitérer mes sincères félicitations et me féliciter du dialogue constructif et substantiel que nos deux gouvernements ont toujours noué sur les questions ayant trait à la paix et à la sécurité dont les défis et les menaces nous commandent, plus que jamais, de conjuguer nos efforts contre le terrorisme et le crime organisé transnational qui mettent en péril la stabilité et la sécurité de notre région et de nos deux pays», conclut le président de la République.

Ouyahia s'entretient avec son homologue malien sur l'état des relations bilatérales

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia s'est entretenu, vendredi soir à Bamako, avec son homologue malien Soumeylou Boubeye Maiga sur l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur développement. Les deux Premiers ministres se sont félicités de la qualité des liens fraternels historiques qui lient les deux pays et ont réitéré leur engagement à travailler ensemble pour les renforcer davantage. L'entretien a permis de procéder à un échange de vues sur le processus de paix au Mali ainsi que sur la situation d'ensemble dans la région sahélo-saharienne, les défis et les menaces qui y sévissent, notamment le terrorisme et le crime

organisé. Ils ont exprimé leur engagement à poursuivre la concertation bilatérale en vue de faire face à ces défis communs. M. Boubeye Maiga a exprimé sa gratitude pour le rôle que l'Algérie a joué et continue de le faire pour accompagner le Mali sur la voie du retour de la stabilité au pays. Il a particulièrement souligné le rôle de M. le président de la République Abdelaziz Bouteflika et son engagement personnel pour la résolution de la crise malienne qui a permis au pays de réaliser des avancées sur les plans politique et sécuritaire. M. Ahmed Ouyahia a, à cette occasion, réitéré ses félicitations à son homologue malien pour sa reconduction dans ses fonctions de Premier ministre. Il a également réaffirmé l'engagement de l'Algérie de continuer à accompagner les Maliens pour le parachèvement du processus de paix. Il a souligné, dans ce cadre, l'importance de l'appropriation par les Maliens eux-mêmes de ce processus comme il a mis l'accent sur la nécessité d'une réconciliation nationale entre les enfants du Mali. Il a, enfin, réitéré l'attachement de l'Algérie au renforcement des échanges économiques et culturels avec le Mali en vue de les porter au niveau de l'excellence des liens historiques de solidarité qui existent entre les deux pays, en relevant que les prochaines échéances bilatérales offriront le cadre idoine pour donner à la coopération bilatérale cet élan souhaité des deux côtés. L'audience s'est déroulée en présence des deux ministres des Affaires étrangères.

Engagement du Mali à poursuivre la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger

Le Mali s'engage à poursuivre avec «rigueur et célérité» la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation dans le pays, un processus lancé en 2014 sous la conduite d'une médiation internationale dont l'Algérie est chef de file. En effet, le président malien Ibrahim Boubacar Keita a indiqué hier, dans un message à la Nation rendu public à l'occasion du 58^e anniversaire de l'indépendance de son pays, que «la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, sera poursuivie avec rigueur et célérité, avec comme seul souci la promotion du développement global du pays».

Il a souligné, dans un autre discours prononcé devant des chefs d'Etat et de gouvernement, dont le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, venus assister à son investiture pour un second mandat de 5 ans, l'importance de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, saluant l'Algérie pour la domiciliation des pourparlers intermalien dans des conditions «de convivialité et d'amitié réelles». «Encore une fois, je tiens à saluer nos frères algériens et le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la domiciliation des pourparlers dans des conditions de convivialité et d'amitié réelles où jamais nous n'avons senti le moindre

mépris et la moindre déconsidération. Merci l'Algérie», a indiqué M. Keita.

L'Accord de paix et de réconciliation au Mali, signé en mai 2015 et en juin de la même année par toutes les parties maliennes à Bamako, avait été conclu après cinq rounds de dialogue, engagés en juillet 2014 sous la conduite d'une médiation internationale dont l'Algérie est chef de file. De leur côté, les signataires de l'Accord ont décidé, lors de la 27^e session du Comité de suivi de l'accord de paix et de réconciliation (CSA) au Mali (gouvernement, groupes armés du Nord et observateurs), tenue mardi et mercredi derniers à Bamako, d'entreprendre une «nouvelle dynamique plus productive» dans la mise en œuvre de l'Accord de paix, a indiqué le président du CSA, Ahmed Boutache.

Les Etats-Unis, les Nations unies et l'Union africaine ont souligné en mai dernier, lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la paix en Afrique, l'importance de mettre en œuvre l'Accord de paix issu du processus d'Alger qui demeure «le seul instrument en mesure de rétablir la sécurité au Mali et dans la région du Sahel». Les Etats-Unis ont indiqué que les solutions sécuritaires, y compris la Force conjointe du G5 Sahel, ne suffiront pas à régler les questions de gouvernance et les défis économiques dans la région, soulignant l'impératif de «ne pas perdre de vue le processus de paix au Mali en s'attaquant aux causes profondes du conflit».

S. B./APS

Huawei Algérie s'implique dans le développement des TIC

4 000 ingénieurs et techniciens d'Algérie Télécom formés

■ Huawei Algérie s'implique énormément dans le développement des technologies de l'information et de communication en Algérie. La politique de ce géant chinois de l'innovation électronique consiste à transmettre le savoir-faire aux compétences locales, à travers la mise en place d'une plateforme de formation à destination des ingénieurs algériens, notamment ceux d'Algérie Télécom.

Par Ali Zidane

Le géant mondial de la production des smartphones investit notamment dans le développement du réseau de la téléphonie mobile en Algérie, mais aussi fournit des réseaux de télécommunication aux opérateurs ainsi que des matériels, des logiciels et des prestations de services pour les réseaux de télécommunications des opérateurs et les réseaux informatiques des entreprises.

En effet, depuis l'entrée en Algérie de Huawei, cette société chinoise a non seulement construit les réseaux 3G, 4G et 4.5G en coopération avec Algérie Télécom, Mobilis et OTA, mais aussi apporté ses contributions à la formation locale des ressources humaines. En 2017, Huawei et Algérie Télécom ont formé en commun plus de 4 000 ingénieurs et techniciens. Elle a également organisé, conjointement avec ANPT, une formation des TIC de haute qualité de 100 talents. D'ailleurs, pour l'instant,



Huawei est en négociation avec plusieurs universités algériennes sur la coopération pour établir l'Académie TIC Huawei, ce qui a pour objectif de résorber l'écart

entre le niveau des étudiants et la demande de plus en plus stricte du travail et de favoriser l'insertion professionnelle des étudiants. De son côté, le directeur

général de Huawei Algérie a affirmé que «la société va élaborer un programme triennal de formation et coopérer avec plus d'universités et d'organismes algériens

pour mener à bien ensemble la formation de talents dans le domaine des TIC en Algérie». Aujourd'hui, Huawei dispose dans le monde entier de 15 centres de R&D et d'une équipe de 80 000 personnes travaillant dans ce domaine. De plus, avec un investissement de 10 milliards de dollars chaque année dans R&D, Huawei intègre les talents des TIC du monde dans sa propre chaîne de valeurs afin d'offrir aux clients mondiaux un service de qualité. Autrement dit, Huawei est le vrai cerveau dans les communications électroniques, ce qui a bien été consolidé par sa possession de plus de 70 000 brevets jusqu'à l'année 2017. De source informée, visant à satisfaire les besoins constamment croissants du marché, Microsoft mettra également à profit la dernière puce d'IA de Huawei pour construire son centre de données en Chine. Par ailleurs, Huawei, le leader mondial de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) et des appareils intelligents (72^e sur TOP500), a décroché un prix spécial au professeur turc Erdal Arıkan, l'inventeur des codes polaires 5G, en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au développement de la technologie des communications. **A. Z.**

Banque mondiale

Plus de 700 millions de personnes vivent dans l'extrême pauvreté

Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté reste élevé en ayant atteint 736 millions à l'échelle mondiale en 2015 et le rythme de la réduction des taux de pauvreté tourne au ralenti, a indiqué la Banque mondiale (BM) sur son site web. «Dans le monde, il y a de moins en moins de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, mais le rythme de la baisse des taux de pauvreté ralentit et fait craindre des difficultés pour atteindre l'objectif de mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030», prévient la Banque mondiale, soulignant la nécessité d'accroître les investissements pour améliorer la situation des plus démunis. Selon les données de l'institution de Bretton Woods, le taux de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est tombé de 10% en 2015, contre 11% en 2013, estimant que le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil

international de pauvreté, fixé à 1,90 dollar par jour, a baissé de 68 millions pendant la période considérée. Les taux élevés de l'extrême pauvreté restent obstinément importants dans les pays à faible revenu et ceux touchés par des conflits et des troubles politiques, note le rapport de BM, intitulé Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée : «Compléter le puzzle de la pauvreté», dont intégralité sera rendue publique le 17 octobre à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. «Si les taux de pauvreté sont à présent inférieurs à 3% dans environ la moitié des pays de la planète, l'objectif global qui vise à réduire la part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté à moins de 3% d'ici à 2030 est loin d'être atteint», notent les auteurs du rapport. Entre 1990 et 2015, le taux d'extrême de pauvreté a

reculé d'un point par an en moyenne, passant de près de 36% à 10%. Il n'a en revanche baissé que d'un point entre 2013 et 2015. Ce ralentissement à l'échelle mondiale s'explique principalement par une plus forte concentration de l'extrême pauvreté dans des régions où la baisse des taux de pauvreté a marqué le pas. C'est notamment le cas de l'Afrique subsaharienne qui, selon tous les scénarios sauf les plus optimistes, enregistrera toujours un taux de pauvreté à deux chiffres en 2030 si aucun changement d'orientation majeur n'est mis en œuvre. Le ralentissement du recul de la pauvreté est aussi la conséquence de la chute des prix des produits de base, des conflits et d'autres difficultés économiques dans les pays en développement. Selon les estimations préliminaires de la Banque mondiale, le taux d'extrême pauvreté

devrait s'établir à 8,6% en 2018. Le taux d'extrême pauvreté est passé sous la barre des 3% dans deux régions : l'Asie de l'Est-Pacifique et l'Europe-Asie centrale. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord, qui affichait un taux inférieur à 3% en 2013, a régressé en 2015 en raison des conflits en Syrie et au Yémen. Le rapport fournira par ailleurs des données relatives à l'autre objectif principal de la Banque mondiale : promouvoir la prospérité partagée, définie comme l'augmentation des revenus des 40% les plus pauvres dans chaque pays. Il exposera aussi de nouvelles méthodes d'étude et de mesure de la pauvreté. Ces nouveaux outils permettront à la Banque mondiale de mieux suivre l'évolution de la pauvreté dans tous les pays, en prenant en compte ses multiples dimensions et pour tous les membres de chaque foyer. **Faiza O./APS**

Canada

Les prix à la consommation ont augmenté de 2,8% en août

L'inflation s'est élevée à 2,8% en août sur un an au Canada, poursuivant son envolée avec la flambée des prix de l'essence, a indiqué l'institut canadien de la statistique. Cette augmentation de l'indice des prix à la consommation est légèrement supérieure au consensus de la

moyenne des économistes. En glissement annuel, la hausse des prix a cependant ralenti en août par rapport en juillet, alors que l'inflation avait atteint 3%, un record depuis 2011. En août, les prix ont augmenté dans les huit catégories principales que scrutent les économistes. Les prix de

l'essence (+20% sur un an) ont le plus contribué à la hausse. Les prix de l'eau, des combustibles et de l'électricité ont progressé de 2,2% d'une année à l'autre, mais à un rythme cependant plus faible qu'en juillet. Hors énergie, l'inflation s'est établie à 2,2% en glissement annuel, légèrement

au-dessus de la cible moyenne de 2% de la banque centrale du Canada. Cette hausse des prix ouvre la voie à un relèvement du taux directeur de la Banque du Canada à sa prochaine réunion en octobre, même si la croissance économique devrait se tasser au troisième trimestre par rapport

au début de l'été, ont estimé des économistes. Début septembre, la Banque du Canada a maintenu son principal taux directeur à 1,5%, malgré une progression de 2,9% du Produit intérieur brut au deuxième trimestre, la hausse la plus prononcée depuis 2014. **R. E.**

Guelma

Près de 550 ha de céréales détruits pas les incendies

■ Les incendies de récoltes enregistrés dans la wilaya de Guelma, entre les mois de juin et août de l'année en cours, ont détruit 549,75 ha de céréales, a-t-on indiqué à la Direction locale de la Protection civile.

Par Amel H.

La principale variété de céréales décimée par les incendies, au cours de cette même période, est le blé dur, a précisé la même source, soulignant que la superficie totale des terres dédiées à la culture du blé dur touchée est estimée à 492,25 ha. S'agissant du reste des superficies de céréales détruites par les incendies durant l'été 2018, la même source a relevé que 22,5 ha de blé tendre, 10 ha d'orge et la même superficie de pois chiches ont été détruits par le feu, en plus de 5 ha de fèves et 60 sacs d'orge. Les pertes les plus importantes enregistrées dans la filière des céréales, suite aux incendies au cours de l'année 2018, se sont produites au mois de juillet, détruisant 324,5 ha de blé dur, 22,5 ha de blé tendre, 10 ha de pois chiches et 5 ha de fèves, a-t-on indiqué à la cellule de communication de la Direction de la protection civile de la wilaya. Durant le mois de juin, ce sont

pas moins de 167,75 ha de blé dur, 4 ha de blé tendre et 2,5 ha d'orge qui ont été détruits par le feu, contrairement au mois d'août au cours duquel les pertes enregistrées ont été jugées «légères», estimées à seulement un quintal de fèves. Une augmentation significative des dégâts occasionnés par les incendies de récolte a été, par ailleurs, enregistrée pendant l'été 2018 par rapport à la même période de l'année 2017, a-t-on indiqué, année au cours de laquelle un total de 171 ha de différentes variétés de céréales, dont 165 ha de blé dur avaient été détruits par le feu. Selon la même source, entre les mois de juin et août de l'année en cours, 323 incendies ont été recensés dans différents endroits de la wilaya de Guelma, notamment des incendies de forêt, de récoltes et d'arbres fruitiers, précisant que l'année précédente, à la même période, 393 incendies ont été enregistrés, ravageant principa-



lement des zones forestières. Les principales causes des incendies enregistrés au cours de l'année 2018, reviennent, selon les spécialistes, à la présence importante des herbes

sèches en bordure des routes et près des terres agricoles, et qui représentent les aspects les plus importants des différentes campagnes de sensibilisation, menées en coordination avec les

différents acteurs concernés, en vue de sensibiliser les agriculteurs sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs cultures.

A. H.

Oran Une hausse de la production halieutique de plus de 2 000 tonnes

LE SECTEUR de la Pêche dans la wilaya d'Oran a enregistré une hausse de la production halieutique de 2 082 tonnes durant les cinq dernières années, a-t-on appris du directeur de la pêche et des ressources halieutiques. Mohamed Bengrina a souligné que la production halieutique (hors aquaculture) a connu une évolution constante dans les cinq dernières années passant de 5 760 t en 2013 à 7 842 t l'an dernier. La production halieutique dans la wilaya est composée de 80 % de poissons bleus, notamment la sardine et les anchois et de poissons blancs, crustacés et mollusques. Le directeur de la pêche et des ressources halieutiques a justifié cette hausse de la production par l'environnement maritime sain permettant une bonne reproduction des poissons, soulignant que le nombre d'embarcations de pêche de la sardine, qui est de 134 bateaux, n'a pas changé depuis des années. Cette production halieutique est appelée toujours à la hausse cette année. A noter qu'elle atteint jusqu'à juillet dernier 3 538 t dont 1 038 au seul mois cité. La flottille de pêche de la wilaya compte 384 bateaux à Oran et Arzew en plus d'un thonier, alors que le nombre des gens de la mer est de 30 000 dont 4 518 marins pêcheurs.

R.R.

Gharđaia Vaste opération de nettoyage du quartier populaire Theniet El Makhzen

Des dizaines de jeunes volontaires du quartier populaire de Theniet El Makhzen (centre-ville de Gharđaia), s'emparent depuis vendredi à éliminer d'une manière résolue les ordures et autres débris de leur quartier, a-t-on constaté. A l'initiative des associations du quartier et des mosquées, des groupes de jeunes se sont associés dans une vaste opération de nettoyage de l'une des artères principales de Gharđaia, l'avenue du 1er novembre, menée en partenariat avec les élus et responsables locaux. Armés de balais, de pelles et autres outils de nettoyage, les jeunes soutenus par les autorités locales et appuyés par des engins et camions de plusieurs entreprises et institutions étatiques, (Algérienne des eaux, tra-

vaux publique, la commune) s'appliquent à éradiquer les points noirs, les ordures et les déchets solides se trouvant sur la voie publique. Approché par l'APS, un membre initiateur, Badro Azzouz, a souligné que cette action «traduit l'engagement des jeunes de ce quartier populaire dans le développement durable et reflète leur attachement aux valeurs de citoyenneté». Elle vise à sensibiliser la population notamment les enfants concernant l'importance de la préservation de l'environnement de leur quartier, a-t-il ajouté. Dans leurs prêches de la prière de vendredi, les Imams ont mis en exergue cette action citoyenne en appelant la population à préserver l'environnement, à entretenir la propreté de leur quartier, en incitant à la

généralisation ce genre d'initiatives pour couvrir l'ensemble des quartiers de la ville de Gharđaia afin de préserver son aspect esthétique réputée «ville touristique». Parallèlement, les autorités locales ont entrepris une opération d'envergure pour le nettoyage et le curage du lit de l'oued M'zab qui traverse la vallée du M'zab composée de quatre communes (Daya Ben Dahoua, Gharđaia, Bounoura et El Ateuf). «L'enjeu est de pérenniser ces actions liées à l'hygiène de l'environnement et la propreté du lit de l'oued M'zab qui ne doivent pas être circonstancielles», ont souligné de leur côté les responsables des quatre communes de la vallée du M'zab.

Hocine A./APS

Constantine Réhabilitation prochaine d'un chemin communal sur 6 km à Beni Hamidene

Les travaux de réhabilitation et de mise à niveau d'un chemin communal (CC) de 5,7 km dans la collectivité locale de Beni Hamidene dans la wilaya de Constantine seront «prochainement» entamés, ont annoncé les services de la wilaya. Cette opération, pour laquelle une enveloppe financière de l'ordre de trois milliards de dinars a été

mobilisée, s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures décidées pour le désenclavement de cette localité, a expliqué la même source. Ce projet, dont la première tranche de 1,8 km reliant les localités d'El Bez à Châaïbia «devra être livrée dans deux mois et demi», permettra la redynamisation de la mobilité de près de 500 habitants de ces deux

localités, a-t-on souligné. Cette route communale de 5,7 km, s'étendant de la localité d'El Bez jusqu'au chemin de wilaya (CW) 9 en passant par le lieu dit Châaïbia et qui a été réalisée au cours de l'année 2000, s'est détériorée au cours des dernières années, a précisé le directeur des Travaux publics, Rabah Ourabeh. Ce dernier a indiqué

que ce chemin sera repris avec «un revêtement en béton bitumé devant garantir une longévité à ce tronçon routier». La commune de Beni Hamidene a bénéficié également d'un projet de mise à niveau du réseau d'alimentation en eau potable (AEP), au profit des 15 000 habitants de cette collectivité locale, a conclu la même source.

H.O.

Naâma Attribution de 483 aides à l'habitat rural et 28 logements de type location-vente

Un total de 483 aides à l'habitat rural et 28 logements de type location-vente ont été attribuées à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Naâma. La cérémonie de remise de ces affectations s'est déroulée à la maison de la culture «Ahmed Chami» au chef-lieu de wilaya, en présence des autorités de wilaya et dans une ambiance de joie, surtout que l'opération coïncide avec la célébration de la fête de Achoura. Le wali de Naâma,

Mohamed Hadjar a annoncé, à cette occasion, l'attribution d'autres quotas d'habitat lors des fêtes nationales et religieuses prochaines, dont celle de 1 375 logements publics locatifs à travers les communes de la wilaya et de 125 logements de type location/vente et promotionnel aidé (LPA). La direction de l'habitat de la wilaya a rappelé que 1 285 logements de différents programmes (aides à l'habitat rural, public loca-

tif, promotionnel aidé et participatif) ont été distribués durant la période allant de janvier à août derniers. La wilaya de Naâma a enregistré la réalisation et la livraison d'un programme d'habitat de plus de 37 000 logements, dont la majorité d'habitat rural, de 1999 à ce jour. Son parc immobilier compte 64 000 logements, selon les statistiques de la direction de l'habitat.

APS

Sahara occidental

Washington réitère son appui à l'autodétermination

■ Le département d'Etat américain a renouvelé son appui au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, réaffirmant son soutien aux efforts de l'émissaire Horst Kohler qui s'active pour lancer un nouveau round de négociations entre le Front Polisario et le Maroc.

Par Farid M.

« **N**ous soutenons le processus diplomatique de l'ONU et ses efforts déployés pour parvenir à une solution au conflit, mutuellement acceptable qui garantit l'autodétermination du peuple sahraoui », a déclaré à l'APS Pablo Rodriguez, responsable au département d'Etat. Les précisions de Pablo Rodriguez interviennent au lendemain d'une déclaration qui lui a été attribuée par l'agence MAP, selon laquelle les Etats-Unis soutenaient désormais le plan d'autonomie proposé par le Maroc, Rodriguez a expliqué que sur ce dossier il était important de se référer au contexte (background) qui a cadré jusque-là « la position des responsables du département d'Etat ». Suivant ce background, le plan d'autonomie du Maroc ne représente qu'une approche. Les Etats-Unis soutiennent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, principe consacré par le droit international. Rodriguez a tenu à dissiper toute équivoque à ce sujet en réitérant sans ambages l'appui de Washington aux efforts de médiation menés par Horst Kohler ainsi qu'au mandat de la Minurso qui consiste à organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. « Cela inclut le soutien au travail de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, ainsi qu'au mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) », a ajouté le diplomate américain dans sa réponse écrite transmise à l'APS. Les précisions

du département d'Etat viennent en guise de rappel de la position américaine que le Maroc tente d'infléchir, alors que l'envoyé personnel s'apprête à envoyer des invitations aux deux parties au conflit pour reprendre les négociations. La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis. Les Etats-Unis, agacés par le statu quo au Sahara occidental, ont déclaré en avril à l'issue du vote prorogeant le mandat de la Minurso, qu'ils s'attendaient à une reprise des pourparlers d'ici à octobre. La coordinatrice politique auprès de la mission américaine à l'ONU, Amy Tachco, avait alors expliqué, qu'en ramenant le mandat de la Minurso à six mois au lieu d'une année, les Etats-Unis ont envoyé deux messages importants. « Le premier est qu'il ne peut plus y avoir de statu quo concernant la Minurso et le Sahara occidental. Le deuxième est qu'il est maintenant temps d'apporter notre appui, notre plein appui à l'Envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour faciliter les négociations avec les parties au conflit », a-t-elle déclaré. La nouvelle démarche met directement le Maroc devant ses responsabilités. Ayant entravé le travail de



deux émissaires américains, James Baker et Christopher Ross, le Maroc s'attelle à chercher des prétextes pour empêcher la tenue d'un cinquième round de négociations. Pour ce faire, Rabat a misé sur son réseau de lobbyistes à Washington et des dépenses à

coups de millions de dollars pour obtenir le soutien des Etats-Unis à son plan d'autonomie. Au demeurant, la position américaine s'aligne sur celle des Nations unies qui considèrent le Sahara occidental comme un territoire non autonome en attente de décolonisation. Dans sa liste des

dépendances et territoires à souveraineté spéciale, le département d'Etat a souligné que la souveraineté du Sahara occidental reste à déterminer, précisant qu'il ne reconnaissait aucune puissance administrante sur ce territoire.

F. M./APS

Mauritanie

Le président réprovoque l'utilisation de la religion au profit de l'extrémisme politique

Le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz a réprovoqué l'utilisation de la religion au profit de l'extrémisme

politique, a rapporté vendredi la presse locale.

La Mauritanie « n'est pas laïque et ne le sera pas, mais nous n'accepterons jamais l'utilisation de la religion au profit de l'extrémisme politique car la religion islamique appartient au peuple mauritanien dans toutes ses composantes et non pas à une partie en particulier », a-t-il argumenté au cours d'une conférence de presse, jeudi soir à

Nouakchott. Au cours de la campagne électorale, le chef de l'Etat a déclaré que « le peuple mauritanien a adressé à travers ces élections un message fort aux extrémistes qui veulent détruire la Mauritanie ».

Commentant les résultats des législatives, régionales et municipales tenues les 1^{er} et 15 septembre que son parti a largement remportées, le chef de l'Etat a souligné que le taux de

participation qui a dépassé au premier tour le seuil de 70% reflète la maturité du peuple mauritanien.

Il a ajouté que son camp, qui a obtenu 120 des 157 sièges, dispose d'une « majorité confortable permettant au gouvernement dès le 1^{er} octobre prochain de faire adopter n'importe quel projet qu'elle juge approprié ».

Sara H.

Tunisie

Un laboratoire mobile pour pallier les menaces biologiques

Un laboratoire mobile spécialisé dans la sécurité biologique a été mis en fonction en Tunisie pour permettre de réagir à d'éventuelles « menaces biologiques » en temps de guerre ou de paix, a rapporté l'agence de presse tunisienne, Tap. « Financé par l'Allemagne sous forme de don au ministère de la Défense nationale le 9 novembre 2017, ce laboratoire permet entre autres, de réagir rapidement aux épidémies naturelles », a déclaré le responsable du laboratoire, Mohamed Ben Moussa, cité par l'agence. M. Ben Moussa a expliqué dans la foulée que la coopération tuniso-allemande en matière de renforcement de la sécurité biologique depuis 2011,

s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des pays en développement, « afin de les préparer à réagir à des menaces biologiques dues à des attaques terroristes ». Une coopération avec les autorités sanitaires nationale et internationale « sera établie afin de faire face à des dangers biologiques exceptionnels », selon le responsable. Un exercice de simulation est en cours depuis le 7 jusqu'au 21 du mois en cours, au profit de l'effectif dédié au laboratoire, dont dix Tunisiens et quatre encadreurs allemands. Il axe notamment sur l'intervention immédiate sur terrain « jour et nuit pour réagir aux épidémies ».

R. M.

Libye

Plus de 3 800 familles fuient les violences à Tripoli

Quelque 3 845 familles libyennes ont été contraintes de se déplacer suite aux derniers affrontements survenus dans le sud de Tripoli, selon l'Organisation internationale de la migration (OIM).

Dans un communiqué, l'OIM a indiqué que « quelque 19 225 personnes en provenance de différentes régions ont été déplacées depuis fin août vers d'autres zones de sécurité, suite aux affrontements armés opposant les forces gouvernementales aux

milices armées ». Pour leur part, les services de secours libyens ont fait savoir que des dizaines de familles ont été déplacées vers des zones plus sécurisées suite à ces affrontements éclatés ces derniers jours.

Mardi, les combats entre milices rivales ont connu un regain d'intensité au sud de Tripoli, provoquant une coupure générale d'électricité sur l'ouest et le sud du pays.

Ces violences interviennent quelques jours après la création

d'un comité de surveillance du cessez-le-feu, conclu récemment entre les parties libyennes au conflit et d'une commission chargée des questions sécuritaires. Tripoli a récemment connu de violents affrontements entre les forces du gouvernement et la milice de la septième brigade autoproclamée issue de la ville voisine de Tarhounah, à quelque 80 km au sud-est de Tripoli, qui ont fait 78 morts et 313 blessés.

A.O.



États-Unis

L'aptitude de Trump à gouverner de nouveau mise en doute

■ Donald Trump faisait face vendredi à une nouvelle polémique explosive sur sa capacité à gouverner, un haut responsable de l'administration ayant évoqué en 2017 la possibilité de le mettre à l'écart du pouvoir, selon des informations du «New York Times» que ce dernier dément fermement.

Par Rima C.



PH. > D. R.

À u cœur de ces nouvelles révélations: Rod Rosenstein, numéro deux du ministère de la Justice qui supervise l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016

et le Kremlin. Le «New York Times» s'appuie sur plusieurs sources, notamment des notes prises par des agents du FBI. Or l'un des auteurs de ces comptes rendus, Andrew McCabe, ex-directeur par intérim du FBI, n'a pas démenti leur contenu vendredi. «Il ignore comment un

journaliste peut avoir obtenu ces notes», a simplement écrit son avocat, Michael R. Bromwich. Selon le «Washington Post», M. McCabe explique dans ses notes qu'en mai 2017, un Rod Rosenstein très inquiet après le limogeage choc du chef du FBI, James Comey, par le président américain, a suggéré devant témoins qu'il faudrait enregistrer Donald Trump à son insu pour rendre compte du «chaos»

régnant à la Maison-Blanche.

Il aurait alors discuté d'une mise à l'écart de M. Trump, en activant une procédure encore jamais utilisée aux États-Unis, prévue par le 25^e amendement de la Constitution en cas d'incapacité du président à gouverner.

L'article du «New York Times» prend un écho particulier après plusieurs publications récentes qui décrivent une Maison-Blanche dysfonctionnelle, où de hauts responsables vont jusqu'à contourner les ordres présidentiels: le livre du journaliste d'investigation Bob Woodward et la tribune d'un haut responsable anonyme de l'administration Trump. Ce dernier texte, publié par le même «New York Times», affirmait également que certains membres du cabinet avaient brièvement envisagé d'écarter Donald Trump de la présidence peu après son arrivée à la Maison-Blanche, en janvier 2017.

Rod Rosenstein a catégoriquement nié vendredi estimer que Donald Trump n'était pas en mesure d'exercer ses fonctions.

«Je veux être clair sur ce point: sur la base de mes échanges personnels avec le président, il n'existe aucun fondement pour invoquer le 25^e amendement de la Constitution», a-t-il écrit. «L'article du «New York Times» est inexact et incorrect», a-t-il ajouté, dénonçant des

«sources anonymes qui sont évidemment partiales contre le ministère». «Je n'ai jamais envisagé ou autorisé un enregistrement du président», a-t-il martelé dans un nouveau communiqué publié dans la soirée. «Aucune des propositions de M. Rosenstein n'a apparemment abouti», souligne le «New York Times». Mais «il a dit à M. McCabe qu'il pourrait parvenir à convaincre» le ministre de la Justice, Jeff Sessions ainsi que John Kelly, alors ministre de la Sécurité intérieure, de se joindre à ses efforts. Le ministère de la Justice a laissé entendre qu'une plaisanterie de M. Rosenstein avait en fait été mal comprise, en publiant le témoignage, sous couvert d'anonymat, d'un ex-haut responsable qui se trouvait «dans la salle» lorsqu'il a évoqué le sujet. «Son commentaire était sarcastique et n'a jamais été débattu avec une quelconque intention d'enregistrer une conversation avec le président», dit-il.

L'avocat d'Andrew McCabe, Michael R. Bromwich, explique lui que son client a bien mis sur papier la teneur de ses rencontres avec de hauts responsables du gouvernement Trump. Il les a toutes livrées au procureur Mueller il y a «plus d'un an». Une autre copie de ces notes était encore conservée au FBI en janvier 2018. R. C.



Points chauds

Quartet

Par Fouzia Mahmoudi

Le temps où les Palestiniens pouvaient s'en remettre prudemment aux Américains pour régler leurs conflits avec l'État israélien est bel et bien terminé. Bien au contraire aujourd'hui Washington s'est transformé en une entité ennemie du peuple palestinien, décidée depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche à anéantir toute once d'espoir de voir leur situation s'améliorer. D'ailleurs, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a appelé dès maintenant le Quartet diplomatique à jouer pleinement son rôle de médiateur entre Israéliens et Palestiniens et à ne pas laisser cette fonction aux seuls États-Unis. «Le médiateur doit être le Quartet, avec d'autres pays (...), peut-être des pays arabes, mais pas les États-Unis comme seul médiateur», a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'une rencontre avec le président français Emmanuel Macron au Palais de l'Élysée. Le Quartet diplomatique pour le Moyen-Orient a pour objet de faire le médiateur dans le conflit israélo-palestinien. Il est composé des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et des Nations unies. Abbas a fait ces commentaires à Paris à quelques jours de la tenue de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, et alors que les États-Unis, sous l'impulsion de l'administration de Donald Trump, ont très nettement durci leurs positions vis-à-vis des Palestiniens (et n'ont toujours pas dévoilé un mystérieux plan de paix pour la région, dont la présentation est reportée depuis des mois). Mahmoud Abbas a gelé toutes les relations avec l'administration Trump depuis la reconnaissance, en décembre 2017, de Jérusalem comme capitale d'Israël par Washington. Les États-Unis ont, de leur côté, adopté plusieurs mesures restrictives brutales: fermeture de la représentation palestinienne à Washington, annulation de plus de 200 millions de dollars d'aide bilatérale, arrêt du financement de l'Agence onusienne produisant ses services à des millions de réfugiés palestiniens (Unrwa), suppression de 25 millions de dollars d'aide aux hôpitaux palestiniens de Jérusalem-Est. Abbas a déclaré qu'il «est clair qu'il est très important de soutenir l'Unrwa et compenser l'absence de financements américains», estimant que l'«Europe travaille de manière extrêmement sérieuse» sur ce point. Reste à voir si le Quartet se montrera à la hauteur du défi qui l'attend et saura endosser le rôle de médiateur et de soutien pour le peuple palestinien qui a plus que jamais besoin de protection contre non seulement l'État israélien mais également contre la première puissance mondiale, les États-Unis, qui est devenu désormais une véritable menace pour leur survie. F. M.

Iran Au moins huit militaires tués dans un attentat dans le sud-ouest

Au moins huit militaires ont été tués hier dans le sud-ouest de l'Iran dans une attaque menée par un commando armé, accusé d'être lié à un groupe séparatiste arabe, selon des médias iraniens. Cet attentat, qui n'a pas été revendiqué dans l'immédiat, a eu lieu alors que le pays marque la Journée nationale des forces armées iraniennes qui commémore chaque 22 septembre le déclenchement, par Bagdad, de la guerre Iran-Irak (1980-1988). L'attaque, qui a eu lieu vers 09h00 (05h30 GMT) selon l'agence semi-officielle Isna, a été menée à Ahvaz, la capitale de la province du Khouzestan, peuplée majoritairement d'Arabes. Le nombre exact de victimes n'était pas immédiatement clair. «Huit ou neuf militaires ont été tués dans l'attaque et vingt autres ont été blessés. Les blessés sont dans un état critique», rapporte Isna en citant le vice-gouverneur de la province du Khouzestan, Ali-Hossein Hosseinzadeh. Ahvaz est la capitale de cette province. «Les terroristes étaient quatre. Deux ont été tués, et les deux autres arrêtés», selon M. Hosseinzadeh, qui n'a pas précisé si les militaires tués étaient membres de l'armée ou des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la

République islamique. Plusieurs médias iraniens indiquent que les assaillants étaient vêtus de treillis militaires. Plus tôt, l'agence officielle Ima avait aussi parlé de «plusieurs civils» tués, «sans que l'on sache leur nombre exact». Selon Isna, l'attentat a été imputé à un groupe séparatiste arabe. «Ceux qui ont ouvert le feu sur les gens et les forces armées sont liés au mouvement al-Ahvazieh», a déclaré Ramezan Sharif, porte-parole des Gardiens de la Révolution cité par Isna. «Ils sont nourris par l'Arabie saoudite, et ils ont essayé de faire de l'ombre à la puissance des forces armées» iraniennes, a-t-il ajouté.

L'attentat a eu lieu alors que l'Iran marque la Journée nationale des forces armées, qui commémore chaque 22 septembre le déclenchement de la guerre Iran-Irak et la résistance de la «défense sacrée» iranienne lors de cette «guerre imposée», selon la phraséologie officielle.

Le Khouzestan a été une des régions iraniennes les plus touchées par les combats pendant la guerre Iran-Irak. Saddam Hussein escomptait que ses soldats y seraient accueillis en libérés par la population arabe, mais celle-ci se montra dans l'ensemble fidèle à l'Iran. L'Iran a été le théâtre ces dernières

années de plusieurs attaques, visant notamment les Gardiens de la Révolution.

Le 20 juillet 2018, au moins 10 membres des Gardiens de la révolution ont été tués dans une attaque menée par des insurgés contre l'une de leurs bases dans le village de Dari, situé dans le district de Marivan, dans le nord-ouest du Kurdistan iranien.

Le 7 juin 2017, des hommes armés et des kamikazes avaient attaqué le Parlement et la mosquée de l'imam Khomeiny à Téhéran, faisant 17 morts et des dizaines de blessés, les premières attaques revendiquées par le groupe État islamique (EI) en Iran.

Les Gardiens de la Révolution avaient alors dénoncé l'«implication» de l'Arabie saoudite et des États-Unis dans les attentats.

L'Iran est régulièrement accusé par l'Arabie saoudite et son allié américain de vouloir destabiliser la région. Et Washington menace régulièrement de s'en prendre à Téhéran.

Dans un discours à Téhéran, le président iranien Hassan Rohani a déclaré hier, peu avant l'attentat, que son pays augmenterait «jour après jour» ses «capacités défensives», faisant référence aux missiles que développe son pays et qui inquiètent les Occidentaux.



Salon international du livre d'Alger

Plusieurs œuvres romanesques attendues

■ Organisé sous le slogan «Livre ensemble», le Salon international du livre d'Alger, prévu du 29 octobre au 10 novembre prochains, sera un espace pour découvrir les dernières œuvres romanesques algériennes. Des écrivains de renommée internationale tels que Yasmina Khadra et Maïssa Bey ont déjà fait publier leurs dernières œuvres. D'autres le seront avec l'ouverture du salon, selon les éditeurs.

Par Abla Selles

Le Salon international du livre d'Alger n'est plus un événement où les parents et les étudiants peuvent trouver des livres parascolaires ou scientifiques. Ce salon, qui a pris plus de la maturité au fil des années, est aussi un rendez-vous important pour les amoureux des lettres qui l'attendent avec impatience pour rencontrer des écrivains, découvrir leurs dernières œuvres, assister à des conférences et participer au débat littéraire avec des professionnels.

La 23^e édition du Salon international du livre d'Alger, prévue du 29 octobre au 10 novembre prochains, sera un rendez-vous par excellence pour découvrir les dernières œuvres romanesques d'écrivains algériens et étrangers. Cependant ce qui marque l'édition de cette année est le grand nombre de romans attendus.

En effet, il y a des romanciers dont on peut trouver leurs dernières œuvres dans les étals de librairies, tel le cas de Yasmina Khadra, Maïssa Bey et Amira Géhanne Khalfallah.

Connu dans le monde littéraire par le pseudonyme Yasmina Khadra, Mohamed Moulesshoul a sorti, à la fin du mois dernier, sa dernière œuvre «*Khali*» aux éditions Casbah avec lesquelles il travaille souvent.

Les romancières Maïssa Bey et Amira Géhanne Khalfallah ont elles aussi sorti respectivement les romans «*Nulle autre voix*», immersion dans l'intimité d'une criminelle à sa sortie de prison, et «*Le naufrage de la lune*» faisant revivre une campagne mili-



taire française sur Jijel en 1664, aux éditions Barzakh. Alors que Lezhari Labter est annoncé avec un nouveau roman «*Laghout, la ville assassinée*» à paraître aux éditions Hibr.

Cette maison d'édition désormais spécialisée dans le roman, annonce déjà la sortie prochaine des romans «*Balak*» de Chawki Amari, «*Body-writing*» de Mustapha Benfodil, «*Picasso: le mangeur de femmes*» de Kamel Daoud ou encore «*Aizer*», dernier ouvrage de l'écrivain et traducteur Mohamed Sari, un auteur qui annonce également «*La guerre des tombes*», publié par

la jeune maison d'édition El Djazair Taqraa.

Cette dernière maison d'édition qui s'est imposée très vite dans le roman en langue arabe annonce la sortie du dernier roman de Mhammed Ben Dida, celui de Mohamed Ben Zekhroufa et de Sofiane Meknine.

Pour leur part, les éditions Chihab annoncent la sortie des romans «*Aimer Maria*» de Nassira Belloula et celui de Amel Bouchareb, et une traduction vers le tamazight de «*Pluies d'or*» de Mohamed Sari, en plus du beau livre «*Oasis, images d'hier,*

regards d'aujourd'hui» coordonné par Lezhari Labter avec des photographies du Centre de documentation de Gharadaia.

L'éditeur annonce également des livres d'histoire dont «*Brève histoire de l'Algérie*» de Chems Eddine Chitour, «*De Constantinople à El Djazair*» de Mustapha Hassen-Bey, ou encore «*A la rencontre de l'Aurès, 50 ans d'amitié*» de Jean-François Garde.

Ce créneau a déjà vu la sortie récente de l'ouvrage «*Gpra, un mandat historique. 19 septembre 1958-3 août 1962*», publié par Abdelmajid Merdaci aux édi-

tions du Champ libre et de «*La guerre de Libération vécue par un lycéen*» de Chaïchi Baghdadi (Ed Dahlab).

«*Ce drôle de môme...*» (L'enfant autiste) du Professeur Houria Chafai Salhi (Ed Koukou), «*De l'ALN à l'ANP*» de Saphia Arezki (Ed Barzakh), «*Economie de l'Algérie coloniale*» de Ahmed Henni (Ed Chihab), «*Le trauma colonial*» de la psychanalyste Karima Lazali (Ed Koukou) sont également attendus pour ce mois d'octobre en plus d'un ouvrage collectif «*Hiziya mon amour*» (Ed Hibr).

A. S./APS

Théâtre municipal de Sétif

Projection de films égyptiens jusqu'à la mi-novembre

Le ciné-club de Sétif «Cinéfeel» organise, à l'occasion de sa rentrée, deux mois de projections dédiés au cinéma égyptien. Quatre films seront proposés au public de l'Est et ce, un vendredi sur deux à partir du 21 septembre. Si l'idée du collectif Cinéfeel attire par son originalité, il n'en demeure pas

moins que le cinéma égyptien jouit d'une renommée internationale et peut compter sur l'importance de son industrie. Un héritage qui a su se préserver dans le pays arabe et de fait, une très bonne occasion pour le public sétifien – et les curieux d'autres bords – de se ruer vers l'événement et de s'immerger

dans les univers des quatre films au menu. Au programme, «*Sheikh Jackson*» d'Amr Salama, «*Ali, la chèvre et Ibrahim*» de Sherif el Bendary, «*Photocopy*» de Tamer Ashry et «*Mawlana*» de Magdy Ahmed Ali. Tous les films datent de 2017, de quoi explorer un esprit égyptien très contemporain,

autant sur le plan social comme dans «*Sheikh Jackson*» que spirituel avec «*Ali, la chèvre et Ibrahim*».

Rappelons que l'événement se déroulera un vendredi sur deux au théâtre municipal de Sétif à partir du 21 septembre à 15h. L'entrée y sera libre.

R. C.

«Minnesota Museum of Transportation» (Etats-Unis)

Mohamed Yabdri présente la pièce «The Visit»

Le comédien algérien et acteur qui a connu un grand succès à la télévision, Mohamed Yabdri, est au programme du «Minnesota Museum of Transportation» en Pennsylvanie (Etats-Unis) qui accueillera du 28 septembre au 21 octobre la pièce «*The Visit*», a-t-on appris auprès de l'artiste.

Installé aux Etats-Unis, Mohamed Yabdri a intégré cette troupe du «Frank Theatre» qui présentera la pièce «*The Visit*», écrite par le

dramaturge suisse Friedrich Dürrenmatt et mise en scène par Wendy Knox.

Cette pièce en trois actes, écrite en 1955, et jouée pour la première fois en 1956 à Zurich, est un exutoire de la condition humaine, mettant en scène par l'ironie et l'humour noir, un village au bord de la faillite qui espère soutirer de l'argent à une de ces anciennes habitantes qui y revient célébrer ses noces.

Comédien, metteur en scène et scénographe, Mohamed Yabdri s'est fait connaître au théâtre et dans le monologue notamment, il avait joué «*Le clown en exil*» après avoir fondé la compagnie «*Daradja Theatre*».

Le comédien se fait connaître auprès du grand public à travers ses rôles dans des programmes de télévision à succès comme «*Achour 10*» de Djafer Gacem.

R. C.

AGEND'ART

Espace d'exposition de l'Agence communale des manifestations culturelles et artistiques d'Oran

Jusqu'au 25 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste Chérif Belzina.

Centre Culturel Mustapha-Kateb (5, rue Didouche-Mourad, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre :

Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Toudji.

Galerie d'Arts Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 27 septembre :

Exposition collective de peinture.

Al Marhoon Gallery (Cité 574 logements Saïd-Hamdine, Alger)

Jusqu'au 27 octobre :

Exposition «The Gold Sellers» séries 2018, de Sabrina Belouaâr.



Ligue 1 Mobilis (7^e journée)
La JSK redevient leader

LA JS KABYLIE a récupéré le leadership de la Ligue 1 Mobilis de football en battant le CR Belouizdad (2-0) dans le match au sommet de la 7^e journée, disputé vendredi au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, au moment où le champion en titre, le CS Constantine, a rejoint l'USM Alger à la deuxième place du classement général en dominant le Paradou AC (2-0), alors que le CA Bordj Bou Arréridj a été tenu en échec à domicile par le MO Béjaïa (1-1). Devant un public nombreux, qui rappelait «la belle époque des Canaris», la JSK a trouvé le chemin des filets juste avant la pause, grâce à Mehdi Benaldjia, qui d'une Panenka a admirablement bien transformé un penalty à la 45'+1. Le deuxième but, quant à lui, a été l'œuvre du Nigérian Nwofor Fiston, ayant surpris le gardien belouizdadi à la 72', permettant à son équipe de porter son capital-points à 15 unités et reprendre ainsi le leadership de la Ligue 1 Mobilis

qu'elle avait perdu vingt-quatre heures plus tôt en faveur de l'USM Alger qui, jeudi, en ouverture de cette 7^e journée, s'était provisoirement retrouvée en tête, en battant l'AS Ain M'illa (3-0). Les usmistes avaient fait la différence grâce à Benmoussa, sur penalty à la 12', Benghit (14') et Mahious (45'), portant ainsi leur capital-points à douze unités, tout en ayant deux matchs en retard. De son côté, battue au cours de cette journée, l'ASAM a rétrogradé à la 6^e place avec neuf points, au moment où le CRB reste bon dernier avec seulement deux unités au compteur. A Constantine, les Sanafir n'ont pas raté l'occasion de recevoir le Paradou AC pour engranger trois nouveaux points et rejoindre l'USM Alger à la deuxième place du classement général, alors que le MO Béjaïa a réussi à ramener un bon résultat nul de chez le CA Bordj Bou Arréridj (1-1). Belkacemi a été le principal artisan de la victoire constantinoise, car auteur d'un doublé aux 60' et 87', reléguant au passage le Paradou à la 6^e place du classement général avec 9 points, alors qu'à Bordj les Criquets avaient commencé par mener (1-0) grâce Meftahi (2'), avant de concéder l'égalisation devant Amokrane (7').

Résultats et classement:

USMH- USMan	1-1
JSMS-RCK	1-0
USMB - ASO	1-2
NCM-RCR	1-0
JSMB- USB	2-2
ESM- ASMO	2-0
MCEE -WAT	2-0

	Pts	J
1). ASO Chlef	17	7
2). WA Tlemcen	14	7
3). ES Mostaganem	13	7
4). US Biskra	12	7
->). MC El Eulma	12	7
6). Amel Boussaâda	9	6
->). USM Annaba	9	7
8). RC Relizane	8	7
->). NC Magra	8	7
->). JSM Skikda	8	7
11). MC Saïda	7	6
->). ASM Oran	7	7
->). JSM Béjaïa	7	7
14). USM Blida	4	7
->). RC Kouba	4	7
16). USM El Harrach	3	7

Ligue des champions/Quarts de finale «retour»
WAC 0-ESS 0

L'Aigle Noir atteint le dernier carré et rêve du sacre

■ L'Entente de Sétif a atteint les demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique en arrachant le nul (0/0) face au club marocain du Widad de Casablanca avant-hier soir au stade Mohamed V de Casablanca qui lui permet de se qualifier après l'avoir emporté (1/0) au match aller disputé au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, grâce à l'Ivoirien Dimoande qui avait inscrit le but victorieux à la 16'.

Par Mahfoud M.

L' Aigle Noir a créé l'exploit grâce à son portier Mustapha Zeghba, qui a réalisé une production de premier ordre et arrêté toutes les actions du club adverse. Dominant la rencontre de bout en bout, le WAC, détenteur du titre africain, n'a pas trouvé la faille devant la très bonne organisation des poulains du coach marocain Rachid Touessi qui a éliminé ses compatriotes. Les gars des Hauts- Plateaux ont bien tenu tout au long des 90' de la rencontre et n'ont pas flanché, ce qui leur a permis de passer au dernier carré. Les coéquipiers de Djabou rêvent maintenant du sacre qu'ils souhaitent remporter après avoir décroché ce titre dans sa nouvelle version en 2014. Les dirigeants de l'Entente, à leur tête le président Hassan Hammar, ont tout mis en œuvre cette saison pour tenter d'aller loin dans cette compétition africaine, avec un recrutement judicieux. En demi-finale, l'Entente



Les Sétifiens ont créé un véritable exploit

donnera la réplique soit aux Egyptiens du Ahly ou aux Guinéens de Horya Conakry. Outre l'ES Sétif, deux autres clubs ont validé leur billet pour les demi-finales ce vendredi. Il s'agit des Angolais de Primeiro Agosto et des Tunisiens de l'Espérance Tunis. A noter que les Angolais ont réussi l'exploit d'éliminer le TP Mazembé

(RDC), qui était un des grands favoris de cette édition (1-1, 0-0 à l'aller), au moment où l'Espérance Tunis a surclassé ses compatriotes de l'Etoile du Sahel qu'elle a battue en aller et retour (0-1, 2-1). Le quatrième et dernier demi-finaliste sera connu samedi soir, à l'issue du match Al-Ahly (Egypte) et Horoya Conakry (Guinée). M. M.

Quarts de finale de la Coupe de la CAF

L'USMA pour renverser la vapeur

L' USM Alger fera, cet après-midi au stade 8-Mai-1945 de Sétif, tout son possible pour renverser la vapeur face aux

Egyptiens du Masry de Port Saïd et décrocher un succès de deux buts d'écart pour espérer se qualifier au dernier carré de la

C2 africaine. Ayant perdu à l'aller sur le score de (1/0), les Usmistes gardent espoir de l'emporter sur un score de 2 à 0 au moins pour arracher le billet qualificatif. Les poulains du Français Frogger savent que la mission sera plus que difficile face à une formation très solide, entraînée par l'ancien international Hossam Hassen, mais elle ne sera pas pour autant impossible. Les Rouge et Noir compteront sur leur solide ligne d'attaque constituée du Malien Ibara et de Meziane qui, à eux seuls, peuvent trouver la faille dans la défense égyptienne. Les Algérois doivent aussi être très vigilants en défense pour éviter de prendre un but qui compliquera davantage leur situation, surtout avec l'avantage du but inscrit à l'extérieur qui compte double et qui serait en faveur de Port Saïd.

C'est dire la difficulté de la tâche des Meftah and co qui doivent être très concentrés sur leur sujet. Les Usmistes devraient, en plus de leurs fans qui effectueront le déplacement, compter sur le soutien des Sétifiens qui seront de leur côté lors de ce match.

M.M.

Ligue 2 Mobilis (7^e journée)
L'ASO repasse en tête

L' ASO Chlef a repris les commandes de la Ligue 2 Mobilis de football après sa victoire (2-1) chez l'USM Blida, dont la situation se complique dans le bas du tableau, au moment où l'ancien co-leader, le WA Tlemcen, a perdu (2-0) chez les MC El Eulma vendredi, pour le compte de la 7^e journée, ayant vu l'US Biskra réaliser un bel exploit en ramenant un nul (2-2) de chez la JSM Béjaïa, alors qu'elle était réduite à neuf contre onze.

Les Chéliens ont ouvert la marque par Benhamla (22'), avant de concéder l'égalisation devant Hadeff (49'), mais le jeune Abdelkader Kaïbou leur a permis de l'emporter finalement (1-2), en doublant la mise à la 63'. A noter le long arrêt de jeu qui a émaillé le match USMB - ASO Chlef, en raison du jet de fumigènes sur le main courante, mais qui n'a pas empêché les visiteurs de repartir avec ce précieux succès grâce auquel ils prennent seuls les commandes de la Ligue 2 Mobilis avec 17 points, soit avec trois longeurs d'avance sur le désormais ex-co-leader, le WA Tlemcen, battu (2-0) à El Eulma, sur un doublé du vétéran Yacine Bezzaz (36' et 70'). Les Zianides reculent ainsi à la deuxième place avec 14 points, alors que

l'USMB, après cet enième faux pas à domicile, reste dans une inconfortable position de premier club reléguable, avec seulement quatre unités au compteur.

L'exploit de la journée est à mettre à l'actif de l'US Biskra, qui après avoir été menée (2-0) chez la JSM Béjaïa, tout en se voyant réduite à neuf contre onze suite aux expulsions successives de Lakhdari et Sohbi, a réussi l'exploit de bien revenir dans ce match.

En effet, après avoir rapidement fait le break par Ghanem (13') et Bahi (18'), les Béjaïouis ont subi un incroyable retournement de situation dont l'ancien Canari Ahmed Messaâdia a été le principal artisan, car auteur d'un doublé (83' et 90'+1) qui a permis à l'USB de repartir avec ce précieux nul.

Le derby de l'Ouest, entre l'ES Mostaganem et l'ASM Oran, a tourné finalement à l'avantage de l'ESM, qui l'a emporté (2-0) grâce à Fellahi (17') et Belkacemi (45'), se hissant ainsi à la 3^e place du classement général avec 13 unités, au moment où l'ASMO reste scotchée à la 11^e place avec seulement sept unités au compteur. L'autre

bel exploit de la journée a été la première victoire à domicile du NC Magra, qui a dominé le RC Relizane (1-0) grâce à Boukhari (67') et qui propulse le nouveau promu à la 8^e place du classement général, avec autant d'unités au compteur. Soit a égalité parfaite avec son adversaire du jour, le RCR, qui compte également 8 points.

Dans le bas du tableau, à l'instar de l'USM Blida, les mal classés RC Kouba et USM El Harrach continuent à broyer du noir, puisque le Raed s'est incliné (1-0) chez la JSM Skikda, au moment où les Jaune et Noir ont été tenus en échec à domicile par l'USM Annaba (1-1).

Le RCK reste ainsi deuxième club reléguable derrière l'USM Blida, avec quatre points chacun, au moment où les Harrachis sont bons derniers avec seulement trois unités au compteur.

Cette 7^e journée de Ligue 2 Mobilis devait se clôturer hier, avec le déroulement du dernier match inscrit à son programme, qui mettra aux prises le MC Saïda et l'Amel Boussaâda. Une confrontation entre clubs du milieu de tableau, prévue à partir de 16h00 au stade du 13-Avril-1958.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tamanrasset et In-Guezzem

Vingt-huit orpailleurs arrêtés

VINGT-HUIT orpailleurs ont été arrêtés vendredi à Tamanrasset et In-Guezzem, par des détachements de l'Armée nationale populaire qui ont saisi une quantité importante de matériels, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. D'autre part, des détachements combinés de l'ANP et des éléments de

la Gendarmerie nationale ont intercepté à El-Bayadh et Biskra, «trois narcotrafiquants en possession de 200 kilogrammes de kif traité», tandis que «des éléments de la Gendarmerie nationale ont mis en échec à Tlemcen, une tentative de contrebande de 800 litres de carburant».

M. L.

Créant une ambiance particulière

«Le cirque Amar» revient à Bouira

LA VILLE de Bouira vit au rythme d'une ambiance particulière créée par les fabuleux spectacles de la troupe «Il Florilegio» du fameux cirque Amar, qui a marqué son retour depuis jeudi dernier au grand bonheur de la population locale. Vendredi soir, un public nombreux a assisté à des spectacles chargés d'émotions et de sensations fortes présentés pendant près de deux heures. Des spectacles qui associent des performances à la fois artistiques et physiques parmi lesquelles les ballets vénitiens sur eau, les fauves de Steve Togni, les poneys et les zèbres, des serpents, des crocodiles, des otaries funambules, des clowns burlesques, le globe et ses motos. Les différents spectacles constituaient un mélange de styles, qui donnent au Florilegio toute son originalité, et qui a donné évidemment du bonheur notamment aux enfants. «Je suis très content de venir à Bouira pour voir les spec-

tales fantastiques du cirque Amar. Je suis venu de Bordj Bou Arréridj, moi et ma petite famille, mes enfants ont passé d'agréables moments en admirant les spectacles», a avoué Mahieddine. Si quelques familles plus au moins «aisées» ont pu ramener leurs enfants pour assister aux spectacles du cirque, plusieurs autres n'ont pas trouvé moyen pour se permettre ce loisir en raison de la «cherté» des tickets d'entrée, dont les prix varient entre 900 et 1 400 DA/personne. «Les tickets sont trop chers, nous ne pouvons pas venir chaque jour pour assister aux spectacles, nous n'avons pas les moyens, mais les organisateurs doivent revoir ces prix, c'est trop cher», s'est plaint un quadragénaire rencontré avec sa petite fille à la sortie du chapiteau. Malgré la cherté des billets d'entrée, le chapiteau se remplit chaque soir, ce qui crée souvent une ambiance particulière sous les cris des enfants et les célèbres rayures rouges et blanches. Le bruit s'amplifie à chaque début d'un spectacle avec les applaudissements et sifflets du public qui appréciait les différentes mises en scène de chevaux ou de fauves présents au cirque. Les nouveautés du cirque sont les représentations des ballets sur glace, des numéros de jonglage, d'équilibrisme avec les assiettes et un globe et ses cinq motos. Les spectacles du cirque Amar ont débuté jeudi dernier et se poursuivront jusqu'au 28 du mois en cours, selon les organisateurs.

O. N.

Fondateur de l'Ecole supérieure de journalisme

Décès du professeur Brahimi



LE PROFESSEUR Ahmed Brahimi, fondateur et premier directeur de l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJSI) est décédé hier, apprend-on auprès de ses proches. Plus connu sous le nom de Brahim Brahimi, le défunt est l'auteur de plusieurs ouvrages : «Le pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie», «Le pouvoir, la presse et les droits de l'homme en Algérie», parus aux Editions l'Harmattan». APS

Tension entre sunnites et chiites



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/Au nombre de 23

Les auteurs de vandalisme au stade du 1^{er}-Novembre arrêtés

■ Au nombre de 23, les mis en cause ont été conduits au commissariat central et une procédure judiciaire a été engagée contre eux.

Par Hamid M.



Les auteurs présumés des actes de vandalisme enregistrés avant-hier au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi Ouzou, à l'occasion de la rencontre JSK-CRB, ont été interpellés juste après la fin du match, indique hier un communiqué de la cellule de communication de la sûre-

té de wilaya. Au nombre de 23, les mis en cause ont été conduits au commissariat central et une procédure judiciaire a été engagée contre eux, précise la même source. Ils seront poursuivis pour destruction de biens publics. A noter que pendant ce

match comptant pour la 7^e journée de la Ligue 1 Mobilis, des supporters mécontents suite à la défaite du CRB ont arraché plusieurs chaises des tribunes avant de les jeter sur la pelouse.

H. M.

La route qui tue

Onze morts au cours des dernières 72 heures

ONZE personnes sont décédées et 13 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus du 19 au 22 du mois en cours, dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Ouargla avec trois personnes décédées suite à une collision entre un camion et une ambulance, survenue sur

la route nationale N° 3, commune et daïra de Hassi Messaoud, précise la même source. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont intervenu pour sept cas de décès par noyade dans les wilayas d'Alger, Oran, Médéa, Tlemcen, Tindouf, Sidi Bel-Abbès et Tiaret, conclut le communiqué.

Y. N.

Djelfa

Deux autres enfants meurent noyés à Oued Mellah

Deux enfants morts noyés dans une crevasse d'eau de l'Oued Mellah, à la sortie sud-ouest de la ville de Djelfa, ont été repêchés, hier, par des éléments de la Protection civile de la wilaya, portant à quatre le nombre d'enfants morts dans une autre crevasse de l'oued. Les dépouilles des deux enfants, âgés de 7 et 11 ans, morts noyés dans les eaux stagnantes de l'Oued Mellah, ont été repêchées dans la matinée d'hier, a indiqué le chargé de la communication auprès de la direction de la Protection civile de Djelfa, capitaine Kheillil Mokhtar. Selon le responsable, il s'agit là de la 2^e intervention du

genre réalisée en l'espace de 48 heures, après le repêchage jeudi dernier de deux autres enfants, âgés de 7 et 13 ans, également morts noyés dans une crevasse d'eau au milieu de l'Oued, sauf que pour cette fois les deux victimes sont issues du village Ouled Abid Allah, distant de deux km du celui des deux premiers enfants. Une alerte a été aussitôt émise par les services de la Protection civile de la wilaya, qui ont lancé un appel en direction des parents, en vue de surveiller leurs enfants et ne pas les laisser jouer près des cours d'eau et des oueds, particulièrement en cette période de l'année

marquée par l'enregistrement d'intempéries dans plusieurs régions. A noter que le wali de Djelfa, Hamna Guenfaf, s'est déplacé en compagnie du président de l'Assemblée populaire de la wilaya, Touissatte Salem, vers les services hospitaliers ayant accueilli les dépouilles des victimes. Sur place, le chef de l'exécutif a plaidé pour l'intensification des efforts de sensibilisation à propos des dangers guettant les enfants près des oueds et des sites à risques, et sur l'impératif de généraliser cette sensibilisation à tous les cycles éducatifs.

Yanis C.